



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL Division/Services
professionnels en informatique - division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet Provision of IM/IT Tech. Pro. Servi	
Solicitation No. - N° de l'invitation 24062-180006/A	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client 24062-180006	Date 2018-03-19
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-606-32102	
File No. - N° de dossier 606el.24062-180006	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-03-29	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Mansour, Silvana	Buyer Id - Id de l'acheteur 606el
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9935 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

La présente modification n° 009 de l'invitation vise à fournir des réponses aux questions soulevées par des soumissionnaires potentiels.

Question 37

Nous demandons respectueusement au Canada d'examiner de nouveau deux éléments importants de l'évaluation financière en vertu de la méthode A, soit en ce qui concerne la bande supérieure et l'attribution des points connexes.

1. Limite supérieure de la bande de la catégorie de ressource

Il est demandé que, pour chaque catégorie de ressource, le Canada supprime le taux médian supérieur de plus (+) 30 % et conserve le moins (-) 20 % de la bande médiane. La suppression de la bande supérieure permettra aux fournisseurs de présenter des taux qui correspondent à la nature complexe des rôles requis.

2. Attribution des points en cas de dépassement de la bande

À l'étape 2 - attribution des points, il est indiqué que « Le soumissionnaire ne recevra aucun point s'il propose, pour une période et une catégorie de ressource données, un taux journalier ferme qui est inférieur à la limite de la médiane inférieure, ou supérieur à la limite médiane supérieure établie pour cette période et cette catégorie de ressource ». Selon cette manière d'attribuer les points, le soumissionnaire trouverait presque impossible de gagner s'il est attribué zéro (points) dans UNE catégorie.

Par conséquent, nous demandons au Canada d'envisager la possibilité d'adopter l'approche présentée ci-dessous.

Une limite inférieure de la bande sera calculée pour chaque catégorie de ressource et correspondra à une fourchette portant sur la médiane jusqu'à concurrence d'une valeur de moins (-) 20 % du taux médian. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme pour une catégorie de ressource qui est inférieur à la limite inférieure de la bande médiane, la proposition financière de ce soumissionnaire sera évaluée selon le taux quotidien correspondant au taux médian pour cette catégorie de ressource. Par exemple, s'il est déterminé que le taux médian pour une catégorie de ressource est de 500 \$, la limite inférieure de la bande médiane serait de moins (-) 20 % de 500 \$, ou 400 \$. Si un soumissionnaire propose un taux quotidien ferme inférieur à 400 \$, le taux médian de 500 \$ sera utilisé dans son évaluation financière pour cette catégorie de ressource.

Réponse 37

Le Canada a examiné la demande, et l'exigence demeure inchangée.

Question 38

Modification 4, Exigence cotée R.1.2 précise : « Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a reçu au moins un contrat pour la prestation de services professionnels en informatiques dans un des volets des SPICT

et les catégories de ressource indiquées plus bas, pour au moins un des modules suivants dans la version 9.2 de PeopleSoft Human Capital Management version 9.2 :... »

En demandant une preuve que cette exigence est respectée uniquement à l'aide des volets de SPICT, vous pénalisez les entreprises qui offrent des solutions à leurs clients par l'entremise de contrats qui ne touchent pas les SPICT, limitant ainsi le nombre d'entreprises qui peuvent soumissionner. De plus, puisque le gouvernement du Canada est de plus en plus à la recherche de ce genre de ressources, nous croyons qu'il est nécessaire de tirer parti des ressources qualifiées de l'extérieur de la RCN et que les entreprises qui ont accès à un bassin national puissent être qualifiées.

Nous recommandons donc que le Canada modifie le critère de la façon suivante : « Le soumissionnaire doit démontrer qu'il a reçu au moins un contrat pour la prestation de services professionnels en informatiques dans un des volets des SPICT et/ou dans le cadre d'un contrat de services où il a offert des services semblables ou de même nature que ceux compris dans les catégories de SPICT plus bas, pour au moins un des modules suivants dans la version 9.2 de PeopleSoft Human Capital Management version 9.2 :... »

De plus, nous recommandons que la même modification soit apportée à la preuve concernant l'effectif de réserve dans R.1.3, permettant ainsi aux soumissionnaires de nommer des personnes qui peuvent offrir des services similaires à ceux des catégories de SPICT pour des clients à l'extérieur de la RCN.

Réponse 38

Les catégories pour l'effectif de réserve reposent sur les exigences du gouvernement du Canada. Voir 3.1, Sommaire des services, annexe A de l'énoncé des travaux. Le gouvernement du Canada a étudié la demande; toutefois l'exigence demeure inchangée.

TOUTES LES AUTRES MODALITÉS DE LA DP DEMEURENT INCHANGÉES.